

## Europe : après la saignée, la camisole de force

Catherine Caron

Number 760, October–November 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/67552ac>

[See table of contents](#)

---

### Publisher(s)

Centre justice et foi

### ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

---

### Cite this document

Caron, C. (2012). Europe : après la saignée, la camisole de force. *Relations*, (760), 3–3.

# Europe : après la saignée, la camisole de force

Après des années d'aggravation de la crise européenne – une crise de la finance privée convertie en crise des dettes souveraines – les dirigeants européens ne semblent savoir prescrire que l'austérité aux pays et aux peuples, comme jadis on prescrivait la saignée, sans tenir compte de la nature du mal. Le quart de la population active de la Grèce, par exemple, jeunes et femmes en tête, est victime du chômage; le tiers vit sous le seuil de la pauvreté. Manifestations, émeutes, grèves générales se succèdent dans plusieurs pays alors que les populations lancent un grand cri: «c'est assez!» Rien n'y fait. Le patient agonise? Il faut plus de saignée! On creuse le déficit démocratique; on alimente une spirale dépressionniste comme dans les années 1930, créant la misère dont se nourrit l'extrême droite; on coupe, on privatise, on impose les

des marchés financiers, certes doté d'une monnaie commune mais fondamentalement basée sur des principes de concurrence et de guerre économique entre des pays hétérogènes, contre l'État social et les peuples. C'est ce projet qui révèle maintenant ses vraies couleurs. La gravité de la crise permettra peut-être enfin à ceux qui, même à gauche, s'accrochent à une vision idéalisée de l'Europe, de voir cette Europe réelle.

Qu'on y pense: en vertu des traités européens, l'entraide entre pays est interdite, mais l'endettement auprès des banquiers plus que permis. Pas plus que les banques centrales nationales, la Banque centrale européenne (BCE) ne peut financer directement les États. Indépendante de tout pouvoir politique, elle prête à bas taux aux banques qui, elles, prêtent ensuite à taux plus élevés à des États à la merci des chantages et de la spéculation des marchés. Certes, quelques brèches ont été ouvertes à la faveur de la crise pour permettre à la BCE de «tricher», mais toujours avec des conditions drastiques imposées aux pays en difficulté. Et voilà que le Pacte budgétaire européen interdira, entre autres, aux États de faire des déficits<sup>1</sup> sous peine de sanctions, ce qu'on appelle «la règle d'or». Nous avons connu l'obsession du déficit zéro, les Européens l'auront à perpétuité – une camisole de force dans des pays sous tutelle technocratique, en quelque sorte.

Comme l'expliquait Sylvie Morel dans notre dossier «Vivre à crédit» (n° 745, décembre 2010), en comparant de manière fallacieuse l'État à un individu ou à un ménage qui ne doit pas dépenser plus d'argent qu'il n'en a, on attaque sa substance même: «c'est la nature spécifique de ses missions que l'on oublie, procédant ainsi, selon l'expression de Frédéric Lebaron dans *Le savant, la politique*

et la mondialisation (Éditions du Croquant, 2003) à la «dépolitisation du politique».

Cette dépolitisation du politique est incompatible avec l'idée d'une plus grande intégration de l'Europe conduisant à de nécessaires politiques communes au service de l'intérêt public. Serge Halimi, dans son éditorial «Fédéralisme à marche forcée», nous met en garde contre les tactiques de ceux qui veulent pousser plus loin la construction européenne sans en changer réellement le socle néolibéral antidémocratique: «[...] les fédéralistes ne détestent pas les tempêtes. Les annoncer leur permet même de briser toute résistance à leur grand dessein en prétextant l'urgence. Au milieu du gué et sous la mitraille, nul ne doit faire machine arrière. Il faut franchir la rivière ou se noyer, précipiter le «sursaut fédéral» ou consentir à la catastrophe» (*Le Monde diplomatique*, juillet 2012). On connaît la chanson...

Tout un arsenal – chantage, répression, ratifications sans référendum, jusqu'à placer des technocrates à la place de dirigeants élus en Grèce et en Italie – est déployé pour empêcher les peuples de choisir autre chose que la fuite en avant et l'accentuation de l'emprise des marchés financiers sur leur destin. Notre solidarité première avec leurs luttes et les difficultés qu'ils traversent est de comprendre que les véritables voies de sortie de crise passent par l'éradication du mal à la racine, soit le refus de traités-saignées qui tuent plus qu'ils ne guérissent, et la refondation démocratique de l'Europe sur des valeurs de coopération et de solidarité.

**CATHERINE CARON**

1. Ils devront être inférieurs à 0,5% du PIB, plus précisément.



Lisa Tognon,  
*Mélisme*, 2012,  
techniques mixtes  
sur papier

plans d'ajustement structurel d'un Fonds monétaire international qui, après avoir failli au Sud, sévit maintenant au Nord. Essentiellement, on braque le projecteur sur les États pour protéger des regards la finance et les banques par qui le mal est pourtant arrivé. Du grand art.

On pourrait y voir de l'aveuglement si cela en était. Mais le fait est qu'il n'y a pas d'un côté les bons pays riches et responsables et, de l'autre, les pays délinquants. Il n'y a pas ceux du Nord contre ceux du Sud. Il y a une Union européenne construite dans l'intérêt